

Jusqu'à 7,5 millions d'enfants pakistanais sont utilisés comme ouvriers corvéables à merci, honteusement exploités et travaillant dans des conditions inhumaines. Le gouvernement Bhutto s'est engagé à prendre des mesures pour corriger la situation et il est en voie d'établir une Commission nationale permanente des droits des enfants, dont la tâche consistera à rédiger des lois proscrivant les mauvais traitements infligés aux enfants et le travail juvénile.

Les Ahmadis, secte musulmane modérée et hétérodoxe, sont la cible de diffamations religieuses et de persécutions systémiques de la part des fondamentalistes islamiques. Les lois sur le blasphème sont largement utilisées pour restreindre leur liberté religieuse, et les actes de violence commis contre eux sont rarement punis. Le gouvernement a annoncé son intention de limiter le recours aux lois sur le blasphème, suscitant du même coup l'indignation de puissants religieux musulmans. Les Chrétiens font eux aussi l'objet de discrimination.

L'écart croissant des revenus accentue les disparités sociales et économiques existantes. La situation est compliquée par la pauvreté abjecte qui a cours dans tout le pays, entraînant dans son sillage la persistance de pratiques odieuses, telles le travail des enfants. Les masses rurales, qui forment environ les deux tiers de la population, sont privées de toute participation politique et vivent sous la domination de seigneurs féodaux. Les taux d'alphabétisation sont parmi les plus faibles du monde en développement, en particulier chez les femmes, pour lesquelles le taux est inférieur à la moitié du taux moyen pour les pays en développement.

L'aggravation des conditions socio-économiques a entraîné l'apparition de la culture de la « Kalashnikov ». Les riches se protègent à outrance et les puissants entretiennent de petites armées privées. La violence est pratiquée indistinctement, pour des raisons tour à tour ethniques, religieuses, politiques ou simplement criminelles, et, vu la facilité d'acquérir des armes, elle est de plus en plus meurtrière. Les policiers sont perçus par la plupart des Pakistanais non comme des protecteurs, mais comme des oppresseurs. La torture, voire la mort, de personnes sous la garde de la police ne sont pas rares.

Karachi, la plus grande ville du Pakistan, connaît depuis 1990 une escalade de la violence politique et ethnique. La ville est de plus en plus anarchique et chaotique à mesure que le conflit s'avive entre le gouvernement et le Mouvement Mohajir Qaumi (MQM). Les Mohajirs, immigrants de langue ourdou originaires de l'Inde, qui sont hostiles au groupe ethnique local du Sind, protestent contre les persécutions et les assassinats dont ils sont l'objet de la part du gouvernement. Le MQM a lui-même à son crédit de nombreux assassinats d'opposants politiques et de leurs partisans.

Il y a des signes d'espoir cependant. L'an dernier, le premier ministre Bhutto a annoncé la fin des cours de justice sommaire. Les tribunaux antiterroristes seront maintenus, mais l'abolition des cours de justice sommaire marquera la fin d'une institution dont les gouvernements passés se servaient le plus souvent pour harceler les opposants politiques. Le gouvernement a mis en place plusieurs organismes consultatifs chargés de faire avancer la